



Colmar, le 2 janvier 2026.

## Lettre ouverte aux député(e)s, satrices et sénateurs alsaciens

A Mesdames et Messieurs les député(e)s,  
A Mesdames les Sénatrices, Messieurs les  
Sénateurs, alsacien(ne)s

Madame, Monsieur,

Le 10 octobre 2025, après avoir vu Donald Trump annoncer la fin de la guerre à Gaza, certains pouvaient se dire « Alors, la guerre est finie... ».

C'est, en tout cas, ce qu'affirment nos médias « officiels » à coup d'experts et d'historiens « neutres », comme ils disent...

Et voilà déjà qu'ils discourent avec emphase et suffisance sur le « jour d'après ». Il faudrait tourner la page et oublier ces deux années de génocide, perpétré au vu et au su du monde entier, dans le silence assourdissant de l'impunité accordée par l'Occident, par l'Europe, par la France.

Inlassablement, ils supputent en « connaisseurs » et conseillent pour reconstruire Gaza... évoquant les onze plans de reconstruction proposés par des acteurs étatiques, des institutions internationales, des agences de l'ONU, la Banque mondiale, des entreprises privées et d'autres encore... Reconstruire Gaza est devenu une opportunité de profits.

Cette approche axée sur le gain, met l'accent sur les affaires plutôt que sur la construction d'un État palestinien et sur une politique de prise en compte de l'Histoire et de la mémoire collective.

La période des fêtes de fin d'année est propice à l'oubli des misères du monde... Nous enlaçons les nôtres, grands et petits, et leur souhaitons tout le bonheur du monde... dans notre chez nous.

Mais pouvons-nous, pouvez-vous, oublier les images de massacres, de famine qui nous parviennent encore et toujours du Moyen Orient ? Les enfants de Gaza, qu'ils soient chrétiens ou musulmans, mangeaient-ils, enfin à leur faim pendant que l'Occident, vous, nous, festoyions ? Mangent-ils à leur faim aujourd'hui ? En tant qu'élu(e)s de la République avez-vous mis toute votre énergie pour exiger des sanctions contre Israël, pour l'obliger à laisser entrer les camions de nourriture, d'abris, de médicaments dans l'enclave ? Etes-vous intervenu(e)s pour que s'arrête le commerce de l'armement entre la France et l'Etat d'Israël ? Avez-vous exigé du Gouvernement français qu'il respecte les prescriptions des Cours de Justice internationales, les résolutions de l'ONU ?

Vous nous répondrez peut-être que la France a reconnu l'Etat de Palestine. Reconnaissance entachée de conditions qui vont à contre-sens de la création d'un Etat, objecterons-nous.

Quel Etat est-il possible de créer dans un pays colonisé, occupé, étranglé par Israël ? Aucun, si le non-respect du Droit international par Israël reste impuni. Aucun, si les Gouvernements occidentaux ne mettent pas immédiatement en place des sanctions contre Israël. Aucun, si les élu(e)s de la République n'exigent pas massivement du Gouvernement des sanctions comme cela a été fait pour la Russie.

Encore et toujours refuser les sanctions c'est être complice du génocide et de la politique israélienne dans tout le Moyen Orient. Ignorer les sanctions et faire de grands discours pour « déplorer » les actes d'un Etat scélérat n'est que rhétorique hypocrite.

Mais, il n'est point question de sanctions sur les bancs du Gouvernement.

Pourtant, sur le terrain les bombardements, les assassinats se poursuivent depuis l'entrée en vigueur du prétendu « cessez-le-feu ». L'aide autorisée par Israël est loin de suffire. Le génocide à Gaza a été planifié et conçu pour causer un maximum de morts aux Palestiniens et la destruction complète de leurs villes.

De façon délibérée, Israël et ses complices occidentaux procèdent au nettoyage ethnique de la bande de Gaza et tentent d'effacer de la mémoire collective, les lieux de vie d'un peuple déraciné et forcé de reconstruire son existence dans des espaces inconnus, encore et encore depuis près d'un siècle maintenant. Il faut une Palestine vidée des Palestiniens...

Et l'on s'affaire pour que l'existence palestinienne retourne à l'arrière-plan, maintenant que les règles du capitalisme décrètent qu'il est temps de clore la guerre pour laisser place aux mégaprojets.

Mais, n'oubliez pas Mesdames et Messieurs, écrasés par l'occupation israélienne, les Palestiniens de Gaza et de Cisjordanie continuent de saigner, de pleurer, de crier mais aussi de résister.

Et partout dans le monde, les soutiens au peuple palestinien ne baissent pas les bras et ne s'avouent pas vaincus. Les peuples d'Europe résistent à ceux qui les gouvernent. Regardez autour de vous ! Entendez la colère !

En France, après l'arrêt du 11 juin 2020 de la Cour européenne des Droits de l'Homme, lors du procès en révision des douze militants de Mulhouse, l'avocat général s'est prononcé pour la relaxe, qui a été définitivement actée le 4 novembre 2025 par la Cour de cassation, après 15 années de procédures. C'est une victoire sans précédent pour le droit d'expression, en France, en Europe.

C'est une victoire d'une importance capitale. Israël le sait !

D'ailleurs, la presse révèle les efforts qu'il déploie pour accentuer la répression judiciaire de tout soutien à la Palestine en France<sup>1</sup>.

On va jusqu'à déterrer la proposition de loi de la députée Caroline YADAN, « *loi visant à lutter contre les formes renouvelées de l'antisémitisme* », pour l'inscrire à l'ordre du jour de l'Assemblée Nationale du mois de janvier 2026.

Triste manière de débiter une nouvelle année : répressions et sanctions pour les soutiens de la Palestine, contre le droit d'expression !

La France a l'obligation de respecter et de faire respecter le Droit international pour que règne la paix au Moyen Orient et dans le monde. Elle n'a pas à se comporter comme le gendarme d'Israël et être juge et bourreau de celles et ceux qui osent critiquer la politique de l'Etat scélérat gouverné par un homme poursuivi pour crimes de guerre et crimes contre l'humanité.

Madame, Monsieur, ne soyez pas complice, ne transformez pas toute critique du gouvernement israélien en antisémitisme !

Après les deux années qui viennent de passer, une page d'Histoire s'est tournée sur le chaos, la barbarie et les règles imposées par la loi du plus fort.

Pour que 2026 soit le début d'une ère de paix, de fraternité, de liberté et de solidarité dans notre monde, prenez vos responsabilités d'élu(e)s de la République. Exigez la mise en place de sanctions contre un Etat voyou qui bafoue toutes les lois de l'humanité depuis près d'un siècle. Offrez aux enfants de Palestine, aux enfants du monde entier, un avenir fait de paix, de rêves, de jeux, de chants et d'amour.

La guérison sera longue, mais la résilience est grande...

Nous vous adressons tous nos vœux pour cette nouvelle année.

Résolument.

Pour l'AFPS Alsace, la Présidente,  
Mireille PELKA



1. [« Israel Files » : le lobbying payant des autorités israéliennes contre le boycott en France - Association France Palestine Solidarité Alsace](#)